

dernière la statistique comme une tâche de la Confédération et, simultanément, de prévoir les bases qui doivent permettre de mieux utiliser les registres administratifs des cantons et des communes pour les besoins de la statistique. Il sera de la sorte possible de modifier aussi le mode de collecte des données employées lors des recensements de la population.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Aguet, Bär, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Bäumlin, Béguelin, Bodenmann, Borel François, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bugnon, Bühlmann, Bundi, Caccia, Carobbio, Danuser, de Dardel, Dünki, Eggenberger, Fankhauser, Gonseth, Grendelmeier, Gross Andreas, Hafner Ursula, Hämmerle, Hollenstein, Hubacher, Jaeger, Jeanprêtre, Jöri, Ledergerber, Leemann, Leuenberger Ernst, Maeder, Marti Werner, Mauch Ursula, Meyer Theo, Misteli, Rechsteiner, Schmid Peter, Schmidhalter, Seiler Rolf, Singeisen, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Thür, Tschäppät Alexander, Vollmer, Weder Hansjürg, Ziegler Jean, Zwygart (51)

#### *Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Plusieurs interventions parlementaires ont demandé ces dernières années que l'on cesse d'effectuer les recensements de la population sous forme d'enquête directe et que l'on ait davantage recours aux registres du contrôle de l'habitant et à d'autres registres des cantons et des communes. Dans ses réponses, le Conseil fédéral a toujours fait remarquer que ces registres étaient trop hétérogènes pour permettre une collecte cohérente de l'information statistique et que la Confédération n'avait pas la compétence de les unifier. Les études que l'Office fédéral de la statistique a fait mener sur l'état des registres administratifs cantonaux et communaux et sur les possibilités d'utilisation qu'ils offrent pour les besoins de la statistique fédérale ont abouti aux mêmes conclusions. L'utilisation des sources de données existantes constitue l'un des principaux moyens de rationaliser la statistique officielle. C'est aussi un moyen de réduire la charge imposée aux personnes interrogées. Encore faut-il que les registres existants ou ceux qui sont en voie d'élaboration répondent aux besoins de la statistique fédérale. C'est pourquoi il importe de faire figurer explicitement dans la constitution la statistique comme une tâche de la Confédération. Il faut en outre donner à la Confédération les moyens légaux qui lui permettront, en collaboration avec les cantons, d'utiliser au mieux les méthodes modernes d'acquisition et d'exploitation de l'information pour les besoins de la statistique. Il sera alors aussi possible d'engager une réforme du mode de collecte des données appliqué lors des recensements fédéraux de la population ce qui, dans les conditions actuelles, ne semble guère réalisable.

#### *Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates*

vom 5. September 1995

*Rapport écrit du Conseil fédéral*

du 5 septembre 1995

Le Conseil fédéral partage l'opinion du motionnaire, qui considère que les bases constitutionnelles actuelles ne répondent pas aux besoins de la statistique et ne permettent pas d'adopter des mesures proposées à plusieurs reprises ces dernières années lors d'interventions parlementaires et plus particulièrement celles concernant le recensement de la population et les relevés fondés sur les registres. Le Conseil fédéral est lui aussi d'avis que le renforcement du rôle de coordination et d'assistance qu'assume la statistique officielle ne peut se faire sans une base constitutionnelle adéquate.

L'administration fédérale n'est pas la seule à souhaiter disposer de statistiques globales, précises et comparables; les besoins des administrations cantonales et communales en la matière ne cessant de croître, la nécessité d'une harmonisation accrue des données de base se fait de plus en plus sentir. C'est particulièrement le cas des recensements de la population évoqués par l'auteur de la motion. C'est pourquoi le Conseil fédéral a tenu compte, dans son arrêté du 23 janvier 1995 sur la préparation du recensement de la population de l'an 2000, des possibilités d'adapter la méthode d'enquête et des conditions à réunir à cet effet.

On cherche actuellement à savoir s'il sera possible de recourir à une méthode d'enquête fondée sur les registres lors du recensement de l'an 2000 déjà. Ainsi, l'Office fédéral de la statistique a commandé une étude sur différentes manières de procéder à une telle enquête et de saisir les données par des moyens informatiques; les résultats de cette étude seront disponibles au début de 1996.

Une base constitutionnelle pour la statistique permettrait de donner à la Confédération la compétence d'arrêter des dispositions exigeant l'uniformisation de registres, dans l'intérêt de la statistique officielle. Il s'agit là d'une solution conforme à l'article 4 de la loi sur la statistique fédérale, puisqu'elle vise à maintenir au minimum la charge de travail qu'entraîne la réalisation de relevés, à engendrer d'importants effets de synergie par l'utilisation répétée des mêmes registres et à permettre une réduction des coûts à long terme. Les projets en cours visant l'uniformisation des registres des habitants et des registres des bâtiments mettent en outre en évidence la nécessité d'adopter un article constitutionnel qui servira de fondement juridique aux efforts des cantons et des communes.

La réforme en cours de la constitution, qui porte en premier lieu, comme l'avait demandé le Parlement, sur la mise à jour de compétences écrites ou non écrites, à l'exception des réformes dans les domaines des droits populaires et de la justice, est en phase de consultation. Le Conseil fédéral est disposé à étudier, lors de l'analyse de cette consultation, si la demande de l'auteur de la motion constitue une innovation ponctuelle susceptible d'être intégrée dans son projet de révision de la Constitution fédérale.

#### *Schriftliche Erklärung des Bundesrates*

*Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

*Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat*

95.3315

## **Motion von Felten Patientenrechte für psychisch Kranke Reconnnaissance des droits des malades mentaux**

#### *Wortlaut der Motion vom 22. Juni 1995*

Der Bundesrat wird beauftragt, im Rahmen des Vormundschaftsrechts Bestimmungen zum Schutz der Rechte der psychisch Kranken in der Behandlungssituation vorzuschlagen. Der Grundsatz, wonach die Behandlung der Einwilligung bedarf und höchstens bei einer Notbehandlung darauf verzichtet werden kann, muss auch für unfreiwillig in eine Klinik Eingewiesene gewährleistet sein. Unfreiwillig Eingewiesene sind im Zweifel als urteilsfähig zu betrachten.

#### *Texte de la motion du 22 juin 1995*

Le Conseil fédéral est chargé de proposer, dans le cadre du droit de la tutelle, des dispositions visant à protéger les droits des malades mentaux subissant un traitement. Le principe selon lequel tout traitement nécessite le consentement de la personne concernée, une dérogation étant tout au plus possible en cas d'urgence, doit aussi être respecté dans le cas des personnes internées contre leur gré. En cas de doute, ces personnes doivent être considérées comme des sujets capables de discernement.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Aguet, Baumann Stephanie, Bodenmann, Bundi, Danuser, Eggenberger, Fankhau-

ser, Goll, Haering Binder, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Hubacher, Jöri, Leemann, Rechsteiner, Ruffy, Strahm Rudolf, Zbinden (19)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Nach herrschender Lehre und Rechtsprechung ist der ärztliche Heileingriff, selbst wenn er lege artis ausgeführt wird, eine Verletzung der Persönlichkeit des Patienten bzw. der Patientin. Nach Artikel 28 Absatz 2 ZGB ist eine Persönlichkeitsverletzung nur rechtmässig, wenn sie «durch Einwilligung des Verletzten, durch ein überwiegendes privates oder öffentliches Interesse oder durch Gesetz gerechtfertigt ist». Diese Regeln gelten selbstverständlich auch in der Psychiatrie. Das Selbstbestimmungsrecht von urteilsfähigen Patienten und Patientinnen muss respektiert werden. Auch der unfreiwillig eingewiesenen Person stehen in der Klinik die vollen Patientenrechte zu, einschliesslich Einwilligungsrecht. Unfreiwillig Eingewiesene sind im Zweifel als urteilsfähig zu betrachten. Wenn eine unfreiwillig eingewiesene Person tatsächlich urteilsunfähig ist, stellt sich die Frage nach einer Zwangsbehandlung.

Was die Rechte dieser Person betrifft, hat sich in der Rechtsdoktrin und in der Judikatur ein Wandel vollzogen. Früher wurde angenommen, die unfreiwillige Einweisung in eine psychiatrische Klinik schliesse jegliche Behandlung in derselben von vornherein ein. Mit dem Entscheid betreffend Zwangseinweisung war somit auch die gegebenenfalls erforderliche Zwangsbehandlung legitimiert. Das führte dazu, dass die oder der unfreiwillig Eingewiesene praktisch rechtlos war, was das Einwilligungsrecht angeht. Dies wird seit einiger Zeit als stossend empfunden und in Frage gestellt.

Das Bundesgericht hat es in neuester Zeit in zwei Entscheiden klar abgelehnt, in Artikel 397a ff. ZGB («Die fürsorgliche Freiheitsentziehung») eine Grundlage für eine Zwangsbehandlung zu sehen (BGE 118 II 254ff. und EuGRZ 1993, 396; Zbl 1993, 504). Für die Regelung der Zwangsbehandlung sind somit die Kantone zuständig. Damit ist eine Rechtzersplitterung erhalten geblieben, welche die von psychischen Erkrankungen betroffenen, hilfsbedürftigen Personen nicht ausreichend schützen kann. Die Frage sollte eidgenössisch geregelt werden. Die Regelung soll die Rahmenbedingungen bestimmen, unter denen die Patientenrechte optimal geschützt werden. Dazu gehören auch der Rechtsschutz sowie die Haftung für widerrechtliche Zwangstherapien und für Nebenfolgen der Behandlung von Urteilsunfähigen.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 5. September 1995*

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 5 septembre 1995*

Die Bestimmungen über die fürsorgliche Freiheitsentziehung (Art. 397a ff. ZGB) regeln die Voraussetzungen und das Verfahren der Massnahme. Dagegen ist die Durchführung der Massnahme nicht speziell gesetzlich geregelt. Dies bedeutet allerdings nicht, dass die von einer fürsorglichen Freiheitsentziehung betroffene Person rechtlos ist. Insbesondere gelten die Vorschriften des allgemeinen Persönlichkeitsrechts (Art. 27f. ZGB). Es trifft allerdings zu, dass die Wahrung der Persönlichkeitsrechte der sich in einer fürsorglichen Freiheitsentziehung befindlichen Person in der Praxis spezielle Probleme aufwerfen kann, namentlich wenn es um eine sogenannte Zwangsbehandlung geht.

Die fürsorgliche Freiheitsentziehung gehört zum Vormundschaftsrecht. Allfällige Änderungen sind deshalb in erster Linie im Rahmen der betreffenden Gesetzesrevision zu prüfen, die den Abschluss der Gesamtrevision des Familienrechts bilden wird. Die entsprechenden Vorbereitungen sind bereits in vollem Gang. Am 11./12. September 1995 werden die Revisionsvorschläge der eingesetzten Expertengruppe im Rahmen einer gesamtschweizerischen öffentlichen Fachtagung von den interessierten Kreisen diskutiert werden. Was die betäubungsmittelabhängigen Personen betrifft, bei denen die Bestimmungen über die fürsorgliche Freiheitsentziehung zur Anwendung gelangen können (Art. 15 Betäubungsmittelgesetz), prüft die Expertenkommission für die Re-

vision des Betäubungsmittelgesetzes im Rahmen ihres Auftrags eine allfällige Änderung der geltenden Regelung der fürsorglichen Freiheitsentziehung für drogenabhängige Personen. Der Schlussbericht der Kommission wird auf Ende Jahr erwartet. Insgesamt lässt sich angesichts der schwierigen Materie die vorgeschlagene Gesetzesänderung nicht kurzfristig realisieren, sondern erfordert genaue Abklärungen. Erst wenn diese erfolgt sind, kann gesagt werden, ob und wie eine spezielle gesetzliche Regelung im Sinne der Motionärin möglich ist.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates*

*Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

*Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat*

95.3037

**Motion David**

**Marktwirtschaft beim Autoimport**

**Importation de véhicules automobiles. Assouplissement des prescriptions**

*Wortlaut der Motion vom 1. Februar 1995*

Der Bundesrat wird eingeladen, den eidgenössischen Räten die notwendige Änderung von Artikel 12 des Strassenverkehrsgesetzes und allfälliger weiterer Bestimmungen des Strassenverkehrsrechts zu unterbreiten, damit (möglichst ab 1.1.1996):

- a. jedermann mit Niederlassungsrecht in der Schweiz ohne weiteres für Fahrzeuge mit einer EU-Übereinstimmungsbescheinigung bei den kantonalen Strassenverkehrsämtern die Zulassung erhalten kann;
- b. gleichwertige Homologationen anderer anerkannter Autoherstellungsländer (insbesondere USA und Japan), ohne zusätzliche Typengenehmigung in der Schweiz, zu mässigen Gebühren und innert nützlicher Frist, durch eine Bundesstelle oder kantonale Stellen, für jedermann mit Niederlassungsrecht in der Schweiz die Fahrzeugzulassung ermöglichen.

*Texte de la motion du 1er février 1995*

Le Conseil fédéral est chargé de présenter aux Chambres un projet de modification de l'article 12 de la loi fédérale sur la circulation routière et si besoin d'autres dispositions en la matière, de sorte que (si possible avant le 1.1.1996):

- a. toute personne ayant le droit de s'établir en Suisse puisse, sans complication, obtenir d'un office cantonal de la circulation l'admission d'un véhicule muni d'une attestation de conformité aux prescriptions de l'Union européenne;
- b. toute homologation équivalente d'un véhicule, délivrée par un pays producteur de voitures reconnu (notamment les États-Unis et le Japon), autorise – à elle seule, contre un émolument modéré et dans un délai raisonnable – un office cantonal ou un service fédéral à admettre un véhicule appartenant à une personne ayant le droit de s'établir en Suisse.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Keine – Aucun

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Die Kartellkommission stellte im Herbst 1994 fest, dass die heutigen Typenprüfungsregelungen im Strassenverkehrsrecht geeignet seien, den grenzüberschreitenden Wettbewerb im Neuwagenhandel in hohem Masse auszuschalten (Bericht vom 8.9.1994, S. 112). Um das schweizerische Preisniveau zu senken, sei die Möglichkeit von Parallelimpor-

## **Motion von Felten Patientenrechte für psychisch Kranke**

## **Motion von Felten Reconnaissance des droits des malades mentaux**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	95.3315
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.10.1995 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2184-2185
Page	
Pagina	
Ref. No	20 026 168